

Non au méga-projet de prison à Haren : Les enjeux pour le droit à l'alimentation des Bruxellois

Le 26 mars 2015, FIAN a répondu (au nom du RÉSAP), à l'appel de la Plate-forme pour sortir du désastre carcéral pour venir témoigner **des enjeux pour le droit à l'alimentation des bruxellois que représente le projet de méga-prison à Haren**, à l'occasion de la conférence de presse organisée au Palais de Justice de Bruxelles.

Voir l'écho dans quelques médias :

[Reportage](#) de Télé Bruxelles

[Article](#) de La Libre Belgique

[Article](#) dans Le Soir

La **Plate-forme pour sortir du désastre carcéral** rassemble des organisations et personnes actives dans la recherche d'alternatives au projet d'établissement pénitentiaire de Haren. Elle propose une lecture critique de ce projet et de ses nombreux impacts, et élabore des solutions alternatives aux problèmes que la prison de Haren ne peut pas résoudre. Les associations et personnes qui la composent sont notamment actives dans les domaines suivants: la défense des intérêts des Harenois, l'amélioration de la politique pénale et carcérale, l'amélioration des conditions de vie des détenus, l'aide aux familles des détenus, l'effectivité des droits de la défense, la défense et la promotion des droits de l'homme, l'urbanisme et l'environnement, la mobilité, les modes de financement de projets publics, l'accaparement des terres, la souveraineté alimentaire, l'effectivité des mécanismes de participation citoyenne dans le processus démocratique, etc.

Nous publions ci-dessous l'intervention de FIAN Belgium lors de la conférence de presse :

Non au méga-projet de prison à Haren : Les enjeux pour le droit à l'alimentation des Bruxellois

Il me reste à aborder un impact important de ce projet de méga-prison : **l'impact sur l'accès pour les bruxellois à une alimentation de qualité et de proximité.**

Cet aspect est pour nous capital en tant qu'organisation de droits de l'homme de défense du droit à l'alimentation.

L'accès à la terre pour les paysans, en Belgique et à travers le monde, est une condition essentielle pour favoriser une agriculture durable.

C'est ce constat qui a amené, l'année passée, les associations membres du Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (le RÉSAP) à appuyer les revendications du comité de Haren et à lancer un appel le [17 avril 2014](#) aux citoyens belges et bruxellois concernés par l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation. Des centaines de personnes nous ont rejoint pour planter symboliquement des patates sur le site de Haren.

Se nourrir est un des droits humains les plus fondamentaux.

Quel rapport avec le projet de méga-prison de Haren ?

Revenons aux évidences: la terre est une ressource naturelle limitée. Et, bien que la Belgique a la chance de pouvoir compter sur des terres des plus fertiles d'Europe, les politiques agricoles mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui ne permettent pas à notre pays d'être auto-suffisant au niveau alimentaire, loin de là ! Tout comme dans la plupart des Etats européens, en Belgique **aujourd'hui, 60% des terres utilisées pour satisfaire la demande belge en produits agricoles et forestiers se situent en dehors de l'Europe.**

Je ne m'attarderai pas sur l'impact que cela a pour la réalisation du droit à se nourrir des populations vivant à l'extérieur de nos frontières, mais plutôt sur la nécessité pour les autorités belges, bruxelloises en l'occurrence, d'adopter des politiques et de financer des projets de nature à respecter les droits humains et à œuvrer à la souveraineté alimentaire de notre pays.

La question de l'accès et de l'utilisation de la terre à des fins nourricières est centrale. Parallèlement à cette dépendance extérieure en terres agricoles pour notre accès à une nourriture saine et de qualité, la question est : qui produira notre nourriture demain ? Comment ? Grâce à quel type d'agriculture ? Avec quel impact ?

Sans accès à la terre, pas d'agriculture durable. Le manque d'accès à la terre pour les paysans en Belgique est un problème majeur. Ce constat est argumenté par une nouvelle plateforme dont FIAN fait partie, la « Plateforme foncier agricole en Wallonie et à Bruxelles », qui regroupe tant les syndicats paysans que des organisations de producteurs, de défense de l'environnement, de consommateurs, de solidarité internationale, de coopératives foncières et d'autres organisations de la société civile. Pour nous, l'accès et la gestion du foncier est un enjeu fondamental pour une agriculture durable. Une politique volontariste doit préserver les terres agricoles et faciliter l'accès aux groupes aujourd'hui marginalisés (paysans, agriculteurs potentiels, agricultrices) pour rendre l'accès au foncier équitable qui garantisse la prise en compte de l'intérêt général et des droits humains.

Il est temps de changer de cap et de stopper la bétonisation des terres arables, sinon nous allons droit au mur. **Sinon, qui nourrira nos enfants demain ?**

Les chiffres sont sans appel : depuis 1980, le secteur belge a perdu 63% de ses exploitations agricoles tandis que la superficie moyenne par exploitation a plus que doublé sur la même période. Concrètement, cela veut dire qu'en moyenne, 62 agriculteurs quittent la profession chaque semaine (entre 1990 et 2011). Parallèlement, il n'y a pas assez de nouveaux et de jeunes agriculteurs pour prendre la relève. Les jeunes agriculteurs de moins de 35 ans ne représentent que 5% des fermiers. Et quand on sait que l'accès à la terre est l'obstacle le plus important à l'installation et que le prix de la terre agricole en Belgique a triplé en 10 ans, privilégier la construction d'une méga-prison et non un projet agricole de société est plus que préoccupant.

Il est nécessaire de freiner l'artificialisation des terres agricoles à Bruxelles !

C'est l'une des conclusions du **Forum paysan** qui a été organisé le 1er février 2015 par plusieurs associations bruxelloises et l'ULB. Fort heureusement, malgré le déclin du nombre d'agriculteurs en Belgique, des dizaines de nouveaux agriculteurs désirent s'installer chaque année, et aussi à Bruxelles. L'obstacle le plus important identifié tant à Bruxelles que dans le reste du pays, est l'accès à la terre. Témoin de la pertinence du sujet « **Devenir agriculteur/trice dans et autour du Bruxelles** », les organisateurs ont dû changer de lieu afin de répondre à (trop) nombreuses demandes de participation. Au total ce sont 130 personnes (dont 42 associations) qui y ont assisté au Forum. Parmi eux, ce ne sont pas moins de 40 personnes qui se sont dites désireuses de s'installer en agriculture dans et autour de Bruxelles.

Ce Forum sera peut-être la première étape d'un processus qui pourrait se lancer en écho à l'initiative liégeoise : une **Ceinture alimentaire bruxelloise**. L'idée serait de pouvoir lancer les réflexions et les actions de nature à augmenter significativement la part locale de la nourriture consommée à Bruxelles.

Dans ce contexte, nous n'avons plus le choix aujourd'hui : **chaque hectare compte, chaque nouvelle ferme est indispensable pour nourrir nos villes**. Il est nécessaire de freiner l'artificialisation des terres agricoles à Bruxelles ! Et donc à Haren !

Bétonner 18 ha de terres potentiellement arables est un gaspillage irresponsable. La part des terres arables en Région de Bruxelles-Capitale est réduite. Ces terres devraient jouer leur rôle de services naturels (absorption de l'eau, régulation thermique, ...) tout en permettant l'accès à une alimentation locale et de qualité.

Pour conclure sur du concret : je me permets de mentionner rapidement le Projet de ferme ouverte au Keelbeek comme alternative vivante au projet de méga-prison. Des personnes ici présentes dans la salle sont au cœur du projet et en parleront mieux que moi mais en quelques mots : ce projet est porté par 5 associations et 15 personnes et est appuyé par plusieurs associations citoyennes.

Le terrain pour lequel cette proposition a été réalisée se situe sur le site du projet de prison et représente une surface de 9 hectares au total. L'intention est d'y développer plusieurs activités : du maraichage, de la culture de céréales, un petit élevage, un verger et d'y assurer la participation citoyenne, des actions d'éducation, de formation et des possibilités de réinsertion.

Et enfin, et je finirai avec cela, j'aimerais rappeler les [recommandations](#) faites par les Nations Unies à la Belgique au Comité des droits économiques, sociaux et culturels en novembre 2013. Je cite : *Le Comité est préoccupé par les informations à sa disposition faisant état des difficultés rencontrées par des petits agriculteurs en Belgique, particulièrement des jeunes agriculteurs, susceptible d'entraver la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. (art. 11.)*

Le Comité recommande à l'Etat partie de protéger la petite agriculture en Belgique et de mettre en œuvre les plans visant à sa préservation.